

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la décentralisation, de la
réforme de l'Etat et de la fonction
publique

Décret n° du **relatif à la prorogation et à la réduction de la durée des mandats des membres de certains** **organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires et** **agents de l'Etat**

NOR :

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la
fonction publique,

Vu le code civil, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des
fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions
statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et
comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 34 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat du [...] ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu ;

Vu l'urgence,

Décrète :

Article 1^{er}

La durée du mandat des membres des comités techniques, des commissions administratives
paritaires, des commissions consultatives paritaires et des comités d'hygiène, de sécurité et des
conditions de travail mentionnés à l'annexe 1 du présent décret est prorogée jusqu'au 31
décembre 2014.

Article 2

Il est mis fin au mandat des membres des comités techniques et des commissions consultatives
paritaires mentionnés à l'annexe 2 du présent décret, le 31 décembre 2014.

Article 3

Le ministre des affaires étrangères et du développement international, la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la garde des sceaux, ministre de la justice, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social, le ministre de la défense, la ministre de la culture et de la communication, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

*Le ministre des affaires étrangères et du
développement international,*
LAURENT FABIUS

*La ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie,*
SÉGOLÈNE ROYAL

*Le ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la recherche,*
BENOÎT HAMON

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

La ministre des affaires sociales et de la santé,
MARISOL TOURAINE

*Le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue
social,*
FRANÇOIS REBSAMEN

Le ministre de la défense,
JEAN-YVES LE DRIAN

La ministre de la culture et de la communication,
AURÉLIE FILIPETTI

*Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et
de la forêt, porte-parole du Gouvernement,*
STÉPHANE LE FOLL

ANNEXE 1

PROROGATION DE MANDATS EN VUE DU SCRUTIN DE DÉCEMBRE 2014

Ministère des affaires étrangères et du développement international

Comités techniques

Comité technique des services du Ministère des affaires étrangères et du développement international implantés à Nantes

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des services du Ministère des affaires étrangères et du développement international implantés à Nantes

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Commissions administratives paritaires

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des chargés d'études documentaires

Commission administrative paritaire locale compétente pour le corps des géomètres de l'Institut national de l'information géographique et forestière

Commission administrative paritaire locale compétente pour le corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat de l'Institut national de l'information géographique et forestière

Comités techniques

Comité technique placé auprès du responsable de l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM)

Comité technique placé auprès du responsable de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)

Comité technique régional placé auprès de chaque directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement mentionné ci-après : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Poitou-Charentes.

Comité technique spécial du Centre d'étude des tunnels (CETU)

Comité technique spécial du Centre national des ponts de secours (CNPS)

Comité technique spécial du Centre de prestations et d'ingénierie informatiques (CP2I)

Comité technique spécial de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)

Comité technique spécial de l'Ecole nationale des techniciens de l'équipement d'Aix-en-Provence et de Valenciennes (ENTE)

Comité technique spécial de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE)

Comité technique spécial du Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail placé auprès du directeur de l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail central placé auprès du directeur de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail régional placé auprès de chaque directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement mentionné ci-après : Alsace, Aquitaine,

Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Poitou-Charentes.

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès du Centre d'études des tunnels (CETU)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès du Centre national des ponts de secours (CNPS)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès du Centre de prestations et d'ingénierie informatiques (CP2I)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès de l'Ecole nationale des techniciens de l'équipement d'Aix-en-Provence et de Valenciennes (ENTE)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE)

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial placé auprès du Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)

Commissions consultatives paritaires

Commission consultative paritaire compétente pour le personnel non titulaire relevant du règlement du service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Commissions administratives paritaires

Commissions administratives paritaires compétentes pour les corps de directeurs de recherche, de chargés de recherche, d'ingénieurs de recherche, d'ingénieurs d'études et attachés d'administration de la recherche, d'assistants ingénieurs, de techniciens de la recherche et secrétaires d'administration de la recherche, et d'adjoints techniques de la recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

Comités techniques

Comité technique placé auprès du directeur du Centre technique du livre de l'enseignement supérieur (CTLES)

Comité technique placé auprès du directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT)

Comité technique placé auprès du directeur de l'Etablissement public d'aménagement universitaire de la région Ile-de-France (EPAURIF)

Comité technique placé auprès du directeur de l'Ecole nationale supérieure de Lyon

Comité technique placé auprès du directeur de la Bibliothèque nationale de l'université de Strasbourg

Comité technique placé auprès du directeur de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris

Comité technique placé auprès du directeur de l'Ecole pratique des hautes études

Comité technique spécial placé auprès du recteur des académies mentionnées ci-après : Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Corse, Créteil, Dijon, Grenoble, Guadeloupe, Guyane, Lille, Limoges, Lyon, la Martinique, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, la Réunion, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social

Commissions administratives paritaires

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des professeurs d'enseignement général des instituts nationaux de jeunes sourds (INJS) et des professeurs d'enseignement général de l'Institut national des jeunes aveugles (INJA)

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des techniciens de physiothérapie relevant du ministre chargé de la santé

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales

Comités techniques

Comité technique placé auprès du directeur de l'Etablissement de préparation de réponses aux urgences sanitaires (EPRUS)

Comité technique placé auprès du directeur de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Comité technique d'établissement placé auprès du directeur de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)

Comité technique d'établissement placé auprès du directeur de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)

Commissions consultatives paritaires

Commission consultative paritaire compétente pour les agents contractuels de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère du travail et du ministère de la santé et de la sécurité sociale

Ministère de la culture et de la communication

Commissions administratives paritaires

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des conservateurs généraux des patrimoines

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat

Comités techniques

Comité technique des établissements suivants : centre des monuments nationaux, musée d'Orsay et musée de l'Orangerie, centre national d'art et de culture Georges Pompidou, château musée et domaine national de Versailles, château de Fontainebleau, musée des arts asiatiques Guimet, musée Rodin, centre national du cinéma et de l'image animée, bibliothèque publique d'information, école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, centre national des arts plastiques, école nationale supérieure des arts décoratifs, centre national du livre, école nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, école nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

Comité technique placé auprès de chaque directeur régional des affaires culturelles mentionné ci-après : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Guyane, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'azur, Rhône-Alpes.

Comité technique spécial placé auprès de la direction générale des patrimoines

Comité technique spécial du mobilier national, manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des établissements suivants : centre des monuments nationaux, musée d'Orsay et musée de l'Orangerie, château musée et domaine national de Versailles, château de Fontainebleau, musée des arts asiatiques de Guimet, centre national du cinéma et de l'image animée, école nationale supérieure des arts décoratifs, école nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, école nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail placé auprès de chaque directeur régional des affaires culturelles mentionné ci-après : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes.

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial du directeur des établissements suivants : mobilier national, manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des musées et domaines de Compiègne et Blérancourt

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial du Musée et domaine du château de Pau

Commissions consultatives

Commission consultative paritaire compétente pour les agents non titulaires de la Bibliothèque nationale de France

Commission consultative paritaire des personnels enseignants des établissements publics administratifs figurant en annexe n° 1 à l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication, placée auprès du secrétaire général du ministère

Commission consultative paritaire des agents publics non titulaires relevant des directions chargées du patrimoine, de l'architecture, des musées et des archives ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe n° 2 de l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication, placée auprès du directeur chargé du patrimoine

Commission consultative paritaire des agents publics non titulaires relevant des directions chargées du spectacle vivant ou des arts plastiques ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe n° 3 de l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication, placée auprès du directeur chargé de la musique, du théâtre, de la danse et du spectacle

Commission consultative paritaire des agents publics non titulaires relevant du secrétariat général, d'un service déconcentré, d'une autre direction ou délégation que celle précitée ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe n° 4 de l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication, placée auprès du secrétaire général du ministère.

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Commissions administratives paritaires

Commission administrative paritaire nationale compétente pour le corps des adjoints techniques

Commission administrative paritaire nationale compétente pour le corps des conseillers principaux d'éducation d'enseignement agricole

Commission administrative paritaire nationale compétente pour le corps des professeurs de lycée professionnel agricole

Commission administrative paritaire compétente pour le corps des professeurs certifiés d'enseignement agricole

Comités techniques

Comité technique placé auprès de chaque directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt mentionné ci-après : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Corse, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'azur.

REDUCTION DE MANDATS EN VUE DU SCRUTIN DE DÉCEMBRE 2014

Ministère de la défense

Comités techniques

Comité technique placé auprès de la base de défense de la Nouvelle-Calédonie

Comité technique du centre ministériel de gestion de Bordeaux

Ministère de la justice

Commissions consultatives paritaires

Commission consultative paritaire nationale compétente pour les agents non titulaires de l'administration centrale du ministère de la justice

Commission consultative paritaire interrégionale compétente pour les agents non titulaires de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud Ouest

Commission consultative paritaire spéciale compétente pour les agents non titulaires de l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)